

<https://ricochets.cc/Elections-legislatives-en-democrature-autoritaire-1er-acte-le-30-juin.html>



Elections législatives en démocrature autoritaire, 1er acte le 30 juin

- Les Articles -



Date de mise en ligne : samedi 29 juin 2024

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Après avoir voté (pour la plupart) pour la gauche Front Populaire, que vont faire les personnes de gauche après leur jet de bulletin plié dans les marécages étatico-capitalistes de [la démocratie](#) (ou "oligarchie élective") pour faire (à raison) barrage au RN et/ou par vraie conviction ?

Attendre sagement ? Attendre que les choses se dégradent encore ? Attendre l'échec inévitable de la gauche de gouvernement si elle a la majorité et que pas grand monde ne pousse vers des ruptures radicales ? Se contenter de l'application (éventuelle) de son programme (très limité et parfois foireux) ? Faire quelques manifs, pétitions, grèves courtes et sectorielles et puis basta ? En cas de non victoire du Front Populaire, se limiter à des résistances molles, épisodiques et symboliques au rouleau compresseur des extrêmes droites, du capitalisme, de l'état, du système policier et du système techno-industriel (la mégamachine) ? Se faisant : préparer d'autres échecs et aggravations, laisser le système étendre ses ravages ?

L'élection et la représentation faisant partie du problème, voter et attendre est une impasse.

Rien n'augure pour l'instant que [les personnes de gauche seront plus nombreuses qu'avant dans les luttes et alternatives radicales](#) et tout ce qui tourne autour (c'est à dire la vie politique, mais on aimerait être surpris le soir du 30 juin et les lendemains du 07 juillet, et surtout les mois et années qui suivront.

A moins que de nombreuses personnes "non de gauche" s'avisent prochainement, se "réveillent", et rejoignent [les luttes radicales](#) pour la démocratie directe, l'émancipation, l'égalité sociale et la solidarité ? Au besoin contre les gauches "de gouvernement" ?

- ▶ Réformisme as usual, résignation, illusions, égarements, échecs, frustrations, impuissance... ou début d'un processus de basculement révolutionnaire ?

Face au fascisme, sortir de l'impasse démocrate

- ▶ [Face au fascisme, sortir de l'impasse démocrate](#)

Un retour sur la situation actuelle et une réflexion stratégique sur l'électoratisme de gauche par la Coordination Autonome de Brest.

Vous trouverez ici un pdf du texte si vous voulez l'imprimer pour le lire ou le diffuser

Suite à la défaite électorale du clan présidentiel aux européennes, Macron a décidé de dissoudre l'assemblée nationale et d'imposer de nouvelles élections. Dans cette situation trois blocs se font concurrence pour nous diriger. (...)

Pour assurer le bon déroulé de ces politiques qui nous appauvrissent tous, les libéraux tentent sans cesse de nous diviser entre exploités. Ils stigmatisent systématiquement de prétendus "assistés" qui vivraient aux crochets de bons travailleurs. Cette stigmatisation est censé servir de reconnaissance sociale aux travailleurs "méritants". Mais qu'on ne s'y trompe pas, ils ne se soucient pas des bienfaits que notre travail nous apporte, ou apporte à la société (bienfaits par ailleurs difficiles à déceler dans de nombreux emplois).

Ce dont ils se soucient c'est de faire tourner l'immense machine à profit bâtie sur notre dos, qui les nourrit eux et leurs amis bourgeois. Quand ils nous opposent à d'autres exploités ou qu'ils nous bassinent de "valeur travail", c'est bien pour que nous allions au turbin à n'importe quel prix, sans broncher.

(...)

Le Rassemblement National et compagnie. Tout en incarnant en réalité la même politique capitaliste que Macron, ils prétendent défendre les intérêts des plus précaires. Mais loin de questionner la marche de l'économie et le pouvoir des capitalistes sur nos vies, ils prétendent nous faire gagner quelques miettes en les prenant aux exploités immigrés et descendants d'immigrés.

Pour eux, si le travail est rare et mal payé, c'est que les immigrés le volent aux français "de souche". Rien à voir avec les grands patrons, financiers et gouvernements qui réorganisent sans cesse la production pour assurer la continuité des profits.

Difficile de trouver un logement abordable, ou un logement tout court ? Rien à voir avec la spéculation immobilière et les propriétaires qui maximisent leurs profits sur notre dos. Cela doit plutôt être la faute des immigrés qui vous volent le peu de logements sociaux disponibles.

(...)

Ce camp nationaliste ne remet jamais en question le fonctionnement de cette société justement basé sur le fait que certains et certaines doivent trimer au profit d'autres. En somme, tout comme Macron, Le Pen et Bardella veulent nous exploiter au profit des possédants. Ils veulent que l'on se bouffe entre nous selon nos origines réelles ou supposées, ils veulent détourner notre regard des vrais problèmes et des vrais responsables de nos vies misérables.

(...)

On peut rappeler que dès les années 80 le PS de Mitterrand a orchestré la visibilité médiatique de l'extrême droite par stratégie politicienne dans le but de conserver le pouvoir après avoir trahi ses promesses électorales. De même, les politiques menées par les socialistes et leurs alliés depuis les années 80 n'ont fait qu'accentuer notre exploitation, elles n'ont à aucun moment permis d'espérer autre chose que la perpétuation du capitalisme et son cortège de misère, de guerre, d'aliénation. Il suffit de regarder leur bilan politique jusqu'à nos jours, en France comme à l'international, pour le constater. En Grèce, exemple marquant, le parti de gauche "radicale" Syriza qui avait fait campagne contre l'austérité a vite appliqué des mesures d'austérité une fois au pouvoir en 2015. Tant de Grecs avaient placés leurs espoirs dans ce projet "de rupture" ; leurs espoirs leur ont été volés. Depuis, le mouvement social grec n'a jamais retrouvé sa vigueur d'avant Syriza.

La gauche n'a donc pas « changé la vie », elle a, comme tous les autres, agi pour l'enlaidir...

Il y a deux raisons à l'échec de ces promesses. D'une part, une large partie des appareils politiques de gauche sont composés de politiciens qui ne souhaitent à aucun moment modifier l'ordre actuel des choses et remettre en question l'exploitation.

D'autres part, quand bien même certains le souhaiteraient sincèrement, cela leur est impossible.

Puisque leur stratégie consiste à centrer la politique sur les élections, les politiciens sociaux démocrates cherchent systématiquement à détourner l'énergie des luttes pour les intégrer dans les institutions afin de prendre la main sur l'état. Seulement, une fois en place, ils sont de mille manières empêchés et cooptés par le fonctionnement de l'état et de l'économie capitaliste (désinvestissement massif, institutions économiques internationales, obstruction parlementaire, menace de coups d'états, etc..) Ainsi, les grands changements promis deviennent vite quelques aménagements cosmétiques sur une réalité quotidienne inchangée voire dégradée.

(...)

Même si beaucoup restent critiques à l'égard de ce "nouveau front populaire", avec le couteau du rassemblement national sous la gorge, il apparaît "secourable" de pouvoir s'accrocher au mince espoir apporté par l'union de la gauche. Notamment quand celle-ci reprend dans son programme le retrait de nombre de mesures contre lesquelles nous avons lutté ces dernières années (réformes retraite, chômage, loi asile immigration...)

Encore une fois, les responsables du désastre actuel nous imposent leur chantage électoral. Et puisque nous sommes impuissants face à cette situation nous devrions nous empresser d'aller voter pour le camp du moins pire. Mais c'est bien dans les élections qu'il faudrait chercher la raison de notre impuissance.

Voilà des générations qu'on nous explique que toute tentative de libération et de changement de la vie doit à un moment passer à travers les urnes, à travers la loi et l'état. Des générations qu'on nous dit d'attendre notre salut d'un gouvernement de telle ou telle couleur, seul à même de graver dans le marbre de la loi les changements que nous voudrions construire. Tant que nous serons esclave de ce mensonge il n'arrivera

rien de bien.

(...)

Il nous faut comprendre une bonne fois pour toute que l'élection et la lutte collective à la base ne sont pas deux modalités complémentaires du combat pour l'émancipation, mais bien deux stratégies parfaitement contradictoires sur le long terme.

(...)

Le parlementarisme de gauche, comme tout parlementarisme tend à centraliser la question politique au sein de l'état et de ses institutions au détriment des institutions que le mouvement social se donne à lui même. L'objectif constant de ces mouvements est de faire reconnaître par l'état, érigé en arbitre neutre du conflit capital/travail, les droits des exploités. On privilégiera par exemple la mutualisation de moyens au travers de l'état et de l'impôt plutôt que par la base, on privilégiera la judiciarisation des conflits du travail plutôt que la lutte collective comme facteur déterminant des conflits du travail.

Peu à peu, mécaniquement, la priorité passe des luttes réelles aux luttes institutionnelles. On perd la conscience du rapport de force qui a été nécessaire à l'obtention de certains avantages. De même, on tombe dans une culture de la négociation, où le plus grand danger est de ne plus être reconnu comme interlocuteur par l'état et les capitalistes. Mieux vaut tenir ses troupes et rester à la table des négociations que de laisser une grève déborder et prendre le risque de perdre sa place à cette même table. Les partis et syndicats qui pensaient être les outils des exploités dans leur lutte pour l'émancipation, ont vite fait de se transformer en leurs geôliers.

Le résultat incontournable de l'institutionnalisation des luttes et de l'élection comme sa forme paroxystique, est de "désarmer" et de "dé-aguerrir" les exploités.

(...)

Macron a bien compris que les syndicats en France ne sont plus vraiment capables de faire autre chose que de râler à la table des négociations et d'organiser des manifestations symboliques qui n'ont pas d'impact réel sur la machine à profit. Ils ont participé à faire de leur base sociale historique un groupe atomisé, corporatiste et attentiste.

Si les manifestations syndicales étaient écoutées par le passé c'est parce qu'elles résonnaient comme un avertissement que les choses pouvaient aller plus loin. Que la situation pourrait devenir ingérable pour les capitalistes et l'état, voir les mettre en danger. Le syndicat était d'ailleurs aussi un bon tampon entre les mécontents et les possédants pour que tout ça n'aille pas trop loin, alors l'état et les patrons donnaient le change en partageant un peu plus le gâteau.

Aujourd'hui tout le monde sait que cela n'ira pas plus loin. Pourquoi s'en soucier alors ?

On a beaucoup critiqué à gauche la gestion autoritaire de cette séquence politique par le camp Macron, mais cette critique est vaine.

La leçon à retenir c'est que la démocratie n'engage que les gauchistes qui y croient. Pour les capitalistes c'est une manière comme une autre de faire tourner la machine.

Cette séquence fut le spectacle d'un peuple "désarmé" par des décennies de délégation et d'illusion démocratique face à un état qui lui ne se fait aucune illusion sur son rôle et sur ses objectifs.

(...)

our en revenir à la séquence actuelle, il doit être clair d'une part que l'on ne doit rien attendre de ces élections, mais surtout qu'une critique sans concession de la démocratie et de ses illusions s'imposent à nous si nous voulons reprendre la main collectivement sur nos existences.

Pour agir en dehors du cadre électoral, des assemblées antifascistes sont apparues ces dernières semaines. Nous sommes contents de voir des assemblées ouvertes se créer un peu partout en France. C'est bien ce modèle que nous voulons défendre, bien loin des négociations entre appareils politiques. Bien loin des querelles politicardes, il s'agit de reprendre la question de la vie politique collectivement, mettre les problèmes sur la place publique, essayer de reprendre différents aspects de nos vies en main, pour combattre l'exploitation.

Pour autant, nous comprenons que ce choix ne représente qu'un infime espoir. Depuis des années, ces espaces ne sont que trop minoritaires et peinent à durer dans le temps, hors des mouvements sociaux. Et souvent il n'existe qu'une assemblée de ce type à l'échelle d'une ville, encore plus rarement à la campagne ; quand nous souhaiterions qu'elles existent à l'échelle du quartier, de l'entreprise, de l'école, du centre hospitalier ou du rond-point voisin.

Nous pensons donc également que pour gagner en force il ne faut pas attendre les mouvements sociaux pour s'organiser et que les assemblées ne grandiront pas uniquement du fait de leur activisme occasionnel. Il est important de réfléchir et de constituer des organisations pérennes (par exemple des groupes d'entraide et de solidarité, d'action, de réflexion etc...) qui permettent de diffuser des perspectives et idées d'émancipation sans attendre de mouvements sociaux plus intenses déclenchés par les agendas législatifs.

Qui permettent de construire partout des solidarités à la base, entre exploités dans tous les aspects de la vie.

Qui permettent de montrer l'illusion misérable que sont le chacun pour soi ou le "les miens d'abord".

(...)

La gauche unie nous ressort le "front populaire", mais en omettant de parler de ce qui constituait la force de ce moment : les grèves avec occupations du lieu de travail où s'exerçait une solidarité en acte contre l'exploitation. A l'époque la base n'était pas dupe et savait que les politiciens, même « de son propre camp », devaient être forcés par la lutte collective à agir conformément aux intérêts des dépossédés. Le gouvernement front populaire n'aurait pas fait la moitié de ce qu'il a fait sans y être forcé par la lutte collective de millions de prolétaires.

Certes, les choses ont bien évoluées, quasi un siècle plus tard, et on doit repenser des formes de luttes qui puissent se déployer massivement dans le monde contemporain. Le répertoire d'action politique du mouvement ouvrier a été mis à mal par les adaptations du capitalisme et par des décennies de compromission entre la gauche et l'état capitaliste notamment. Difficile d'imaginer lancer une grande grève générale dans l'état actuel des choses. Difficile de ne pas questionner la logique de « l'acquis social » qui n'aura pas su nous permettre d'en finir avec le pouvoir du capitalisme sur nos vies.

Pour gagner il nous faudra prendre acte de cette nouvelle réalité et des impasses stratégiques actuelles. Il faudra porter un regard sans concession sur ce qui nous a mené là, sur les illusions démocratiques et étatistes, sur le rôle de la gauche et du mouvement révolutionnaire lui-même dans cet état de fait etc...

(...)

Alors j'ai voté

► [Alors j'ai voté](#)

Les images d'un Bardella invitent à voter l'extrême droite comme on pourrait liker une de ses vidéos consensuelles et vides de perspectives politiques concrètes du Rassemblement national. Elles désignent des méchants sans trahir que leurs boucs émissaires sont potentiellement ceux qui s'identifient au discours des bourreaux et voteront pour eux. Je vois un spectacle sur le dysfonctionnement de l'état, hélas ce n'est pas qu'un mauvais scénario. Depuis les élections européennes, dans les rues comme dans les institutions, ceux qui se retenaient de répandre leur haine et la domination passent à l'acte se sentant victorieux alors même que les résultats pour la France ne sont pas encore prononcés. Moi, je dors mal et j'ai peur d'aborder ce sujet avec mes proches et amis, surtout après toutes ces années d'abstention.

(...)

Quand les journalistes collaborent à la propagande

fasciste

Faillite du journalisme en France, illustration.

▶ vidéo : https://fb.watch/s-Cp_CTuc6/ - Sous titres Caisses de grève

(post de CND)



Elections législatives en démocratie autoritaire, 1er acte le 30 juin



Elections législatives en démocratie autoritaire, 1er acte le 30 juin

7 LES CANDIDATS DU RN

Nous avons vécu la campagne électorale la plus sale de l'histoire contemporaine, avec l'objectif évident

pour les médias et les dirigeants en place de salir au maximum la gauche et d'offrir le pouvoir aux fascistes. La France Insoumise a été diffamée quotidiennement pour son soutien à la Palestine, mais jamais l'histoire du RN - fondé par des SS et des pétainiste - ni ses candidats antisémites et racistes n'ont été dénoncés dans les médias des milliardaires. La population a été totalement endoctrinée, intoxiquée, privée d'accès à l'information. Alors quelques rappels sur les candidats d'extrême droite qui vont entrer en masse au Parlement ces prochains jours :

; Gilles Bourdoux : Maire de Cholet et candidat sur la 5e circonscription du Maine-et-Loire pour le RN. En 2013, il avait eu ces propos envers des membres de la communauté du voyage : « Hitler n'en a peut-être pas tué assez ! »

; Marie-Christine Sorin, candidate dans la première circonscription des Hautes-Pyrénées, a publié sur Twitter un message disant : « Toutes les civilisations ne se valent pas, certaines sont juste restées au-dessous de la bestialité dans la chaîne de l'évolution ».

; Françoise Billaud, engagée au Front national depuis 1986 et candidate dans la 1re circonscription des Côtes-d'Armor, a rendu hommage sur sa page Facebook au maréchal Pétain, mais aussi à l'abbé Perrot, figure bretonne de la collaboration avec le nazisme, fanatiquement raciste et antisémite.

; Frédéric Boccaletti, député sortant et réinvesti dans le Var. Il a fondé une librairie négationniste et spécialisée dans les ouvrages d'extrême droite. Il a été condamné en 2000 à un an de prison pour « violences avec armes » lors d'un collage d'affiches.

; Agnès Pageard, candidate à Paris : publie régulièrement des slogans antisémites sur les réseaux sociaux. En février 2021, elle invitait sur son compte X à « relire Henry Coston » auteur collaborationniste et violemment antisémite.

; Sophie Dumont, conseillère législative du groupe RN à l'Assemblée et proche collaboratrice de Marine Le Pen, investie en Côte-d'Or, a diffusé des textes issus d'un média antisémite, et évoqué dans un tweet, depuis supprimé, de prétendus financements juifs de Reconquête !, selon Libération.

; Philippe Chapron, candidat dans le Calvados : ancien militant du groupe fasciste Ordre nouveau, puis au GUD, tous deux ardemment antisémites. Il a été membre du DPS, le service d'ordre du Front National. En 1993, il a été contrôlé après une intervention de Jean-Marie Le Pen avec « un fléau japonais, un poing américain, un pistolet lance-fusées calibre 12 et des balles en caoutchouc, un sabre d'exercice japonais en bois ainsi que 26 manches de pioche ».

; Sandrine Chadourne, candidate en Gironde : sur les réseaux sociaux, elle « like » à la fois des médias pétainistes et antisémites comme Rivarol ou un groupe fasciste comme « Jeune Nation » tout en apportant son soutien à Netanyahou. L'antisémitisme est tout à fait compatible avec l'extrême droite israélienne.

; Andrea Orabona, dans la 2e circonscription des Alpes-Maritimes, « like » des pages telles que « hommage au Maréchal Pétain » ou encore « Front des patriotes », cette dernière exaltant le suprémacisme blanc.

; Joseph Martin, candidat dans le Morbihan, publie sur les réseaux sociaux : « Je préfère être ultra-catholique que ultracollabo, avec l'envahisseur actuel » ou encore « Le gaz a rendu justice aux victimes de la Shoah ». Le RN a estimé que ses propos n'étaient « pas antisémites » et a décidé de réinvestir le candidat.

; Hervé de Lépinau, candidat dans le Vaucluse, assimilait en 2014 l'avortement à la « culture de la mort », de même que Laure Lavalette, candidate dans le Var, qui a signé et défendu un texte pour abroger l'IVG.

; Julie Rechagneux, candidate à Bordeaux, militait avec les néofascistes violents du groupe « Bordeaux Nationaliste ».

; Rody Tolassy, candidat en Guadeloupe, et élu eurodéputé le 9 juin. Il a, sans aucun complexe, frappé une femme qui portait un drapeau indépendantiste guadeloupéen en plein visage, et ce devant les caméras.

; Louis-Joseph Pecher, candidat dont le vrai nom de famille est Gannat, le nom d'une famille de fascistes angevins. Sur un compte qui vient d'être supprimé, il tenait des propos très violents, racistes, homophobes et antisémites. Par exemple : « Juif qui parle bouche qui ment ». Le 28 mars dernier, à un message de Jacques Attali, il répond : « Qui l'a mise en faillite ? Qui ? » Une expression antisémite.

Il s'opposait aussi durement à la « dédramatisation » du RN. Le 2 mai, il écrivait : « Le RN est un parti dirigé par des médiocres et des rentiers qui ont renié tout ce qui avait présidé au FN. Du patriotisme couché à la Meloni. Un attrape-nigaud, un défouloir pour sèche-couillons ». En mars, il qualifiait « Jordan Bardella de gros soumis ». Cela n'a pas empêché le RN de lui donner une circonscription.

; Virginie Joron, dans le bas Bas-Rhin, réélue députée européenne en juin, soutient le régime dictatorial de Bachar el Assad, qui a tué des centaines de milliers de personnes. En 2019, elle a même fait un voyage de courtoisie en Syrie, pour redorer l'image du régime.

; Monique Becker, dans les Pyrénées-Atlantiques, est fan de l'OAS, une organisation terroriste d'extrême droite qui défendait l'Algérie française. Celle-ci a causé la mort de 2.700 personnes durant la Guerre d'Algérie et a tenté d'assassiner de Gaulle. Monique Becker prône la « remigration » et « assume » ses sympathies coloniales dans la presse.

; Julien Odoul, poids lourd du RN et candidat dans l'Yonne, ricanait en 2021 sur le suicide des agriculteurs. À propos de la mort par pendaison de l'un d'entre eux, il avait demandé en riant : « Est ce que la corde est française ? »

Ce ne sont que quelques exemples. Nous avons vécu, ces dernières semaines, une opération phénoménale d'inversion du réel. Les médias porteront l'entière responsabilité de la possible arrivée de pétainistes, de racistes et d'antisémites au pouvoir dans quelques jours.

(post de Contre Attaque)

Pour une résistance autonome aux médias de droite lors de nos événements militants

► [Pour une résistance autonome aux médias de droite lors de nos événements militants](#)

Des médias de droite ultra-présents dans des mobilisations de gauche et crachant leur venin sur les éco-terroristes, face à des militants ne sachant pas comment réagir pour les éjecter de nos événements, c'est cette problématique qu'essaye d'aborder cet article.

Ce texte est une réflexion tactique sur comment motiver les intrus à partir de nos mobilisations mais pas pourquoi ou qui virer des mobilisations dans une vision autonome.

⚠ Bardella n'aime pas les binationaux, il préfère les multinationales

Elections législatives en démocratie autoritaire, 1er acte le 30 juin

DIVERS

- [A propos de la montée du fascisme et de nos réponses](#) - Tour d'horizon de différents articles parus sur le site du réseau mutu qui abordent la question électorale du moment et la réaction face au renouveau de la potentialité fasciste en France.
- [Contre la démocratie](#) - Ce texte part d'un objectif : remettre la politique sur ses pieds, la ramener du ciel des idéalités au sol bien réel de la confrontation de classe, du rapport de force direct.
- Un abstentionniste aux intentions révolutionnaires explique pourquoi il va voter Front Populaire : <https://www.facebook.com/100069312455599/videos/501517558886974>



Elections législatives en démocratie autoritaire, 1er acte le 30 juin

COLLABOLLORÉ



Elections législatives en démocratie autoritaire, 1er acte le 30 juin



- Avec ou

Elections législatives en démocratie autoritaire, 1er acte le 30 juin Le chaos est inhérent au modèle capitaliste